Une bonne expérience

Quand les portes de la prison se sont refermées dans mon dos, je me suis demandé si la suite pouvait être pire que l'expérience vécue les derniers jours. La métaphore des portes n'est pas originale, mais c'est ainsi que je l'ai ressenti : comme si, entre fantaisies et craintes, un souvenir concret, dont la réalité ne pouvait être contestée, eût été nécessaire pour symboliser le début d'une nouvelle étape. Au cours de la semaine précédente, j'avais été arrêté à deux reprises dans la rue. La première fois, nous avons franchi sans encombre un barrage de police. La seconde, sur le pont de la station Liniers, les policiers fouillaient les uns et laissaient passer les autres, parmi lesquels je me trouvais.

Trois jours plus tard, je me suis fait arrêter de la manière la plus stupide qui soit, comme c'est souvent le cas. Si le camarade qui conduisait n'avait pas stoppé en voyant les voitures de police qui barraient la rue, nous serions passés comme une lettre à la poste : nos documents étaient en règle. Quand une voiture de police s'est dirigée vers nous, nous nous

sommes garés pour faire croire que nous allions prendre un café, mais dans cette longue portion de l'avenue portègne Juan Bautista Alberdi, il n'y avait même pas un kiosque. Devant ce comportement qui leur parut suspect, ils nous fouillèrent si minutieusement qu'ils trouvèrent le matériel que nous transportions caché sous le coffre. C'est presque toujours ainsi que se produisaient les arrestations ; on commet des erreurs : le comportement des individus est souvent moins prévisible que ne le supposent les règles de sécurité de n'importe quelle organisation.

Au cours des derniers jours, on se sentait traqué dès qu'on sortait dans la rue et avant même, car tout bruit bizarre à la porte d'entrée supposait la mise en œuvre d'un plan compliqué pour se défendre et cacher le matériel et les affaires qui ne devaient pas être découverts. Avec Lila, ma femme, nous avions déménagé dans un logement en banlieue, plus proche de la zone où nous militions, mais il fallait être très prudents pour ne pas trop se démarquer de la vie routinière de nos voisins. Contrairement à nous, la plupart des gens ne se sentaient pas persécutés car, quelques mois avant que le coup d'État ne se produise, la répression était assez sélective. Mais, bien que la situation fût encore relativement normale, il était difficile de voyager armés en autobus sans nous sentir inquiets : par moments, tout le monde semblait nous regarder.

Lors de mon arrestation j'ai eu une certaine chance. Ce jour-là, le 12 septembre 1975, la présidente Isabel Martínez de Perón, mise en difficulté par sa santé, par les militaires et l'opposition, mais surtout par sa propre incompétence, avait pris un

congé maladie, entraînant de ce fait la démission du ministre de l'Intérieur et des autorités policières. Par conséquent, la « Superintendencia de Coordinación Federal », le lieu redoutable des interrogatoires, n'avait plus de directeur et ne pouvait recevoir les détenus, détail que, bien entendu, j'ignorais. Alors que j'étais convaincu que j'allais être torturé encore une fois, j'arpentais nerveusement la cellule du commissariat. J'ai pensé que cette fois-ci serait peut-être moins dure que lors de mon enlèvement, trois ans auparavant. En outre, étant aujourd'hui arrêté légalement, je pouvais espérer que la torture ne durerait que quelques jours. Croyant que cela me servirait à affronter le moment redouté, j'essayai de me rappeler les sensations provoquées par la gégène sur mon corps, ce que précisément je cherchais à oublier depuis trois ans[1].

Le sous-commissaire, un homme maigre à la grosse moustache, assez désagréable, avec des airs de méchant cinématographique malgré son aspect d'employé de bureau, qui nous traitait avec un certain mépris, me tira de mes réflexions. Son attitude différait de celle de son supérieur, le commissaire, qui avait un comportement professionnel, voire respectueux, ce qui nous permit par la suite d'avoir un dialogue intéressant lorsque nous nous sommes retrouvés devant le tribunal. Le sous-commissaire, qui se vantait de ses connaissances à propos de la « subversion » et, en particulier, sur mon activité politique et syndicale antérieure, me fit savoir que nous serions transférés immédiatement à Tribunales (le Palais de Justice), ce qui signifiait échapper au redoutable interrogatoire

1. Voir dans l'Annexe, la référence sur mon enlèvement en avril 1972.

préjudiciaire. « Vous irez directement devant le juge, annonça l'officier de police, et il ajouta : c'est ce que vous souhaitez. » Euphorique par la bonne nouvelle, je me suis surpris à répondre : « C'est ce que dicte la loi ». L'indignation qui se refléta sur le visage du policier ne pouvait avoir qu'une seule lecture : avec des gens comme vous, les lois sont superflues.

À cette époque, à Buenos Aires, on ne tuait pas encore les prisonniers politiques. Mais tout semblait indiquer que la détention ne serait pas de courte durée. J'espérais pouvoir y résister. Régis Debray – que j'avais, quelques années auparavant, écouté et lu avec grand intérêt, bien qu'avec la méfiance que provoquent toujours chez moi les opinions trop catégoriques – attribuait au Che l'affirmation selon laquelle les militants communistes résistaient à la torture et à la prison, mais n'avaient pas les aptitudes nécessaires pour prendre d'assaut un nid de mitraillettes. Quoi qu'il en soit, mis à part la rhétorique arrogante de Debray, qui n'a jamais pris d'assaut un nid de mitraillettes, il s'agissait maintenant de supporter la prison, et j'étais raisonnablement confiant de pouvoir y faire face.

Mais il était impossible de partager ces réflexions. D'abord, parce que je n'avais pas trop envie de parler. Ensuite, parce que mon compagnon, pendant le trajet entre Tribunales et la prison de Villa Devoto – un garçon très jeune, militant de l'Ejército Revolucionario del Pueblo (ERP)[2] –, ne cessa d'évoquer les succès de son organisation. Je ne l'ai

2. ERP : « Armée Révolutionnaire du Peuple », bras armé du Parti Révolutionnaire des Travailleurs, (PRT, d'origine trotskiste), dirigée par Mario Santucho. Elle est à l'origine de l'attaque manquée de la garnison militaire de Monte Chingolo en 1975.

pas vraiment cru. Déjà en septembre 1975, les choses n'allaient pas fort, même si les organisations débordaient d'optimisme : au même moment où nous étions arrêtés par le barrage de police (trois voitures de police et des agents munis d'armes longues) – au cours des déplacements dans le centre-ville, il nous était interdit de porter des armes, sinon, je ne serais pas là pour le raconter – mon compagnon m'expliquait qu'en Argentine, un coup d'État comme celui de Pinochet était impossible. J'avais, moi aussi, lu le document de Montoneros[3] auquel il se référait, et j'ai alors pensé que l'auteur de ce texte ne semblait pas savoir que la gauche chilienne avait, elle aussi, soutenu que, vu le professionnalisme et la qualité exceptionnelle de leurs forces armées comparées au reste de l'Amérique latine, il ne pourrait jamais arriver au Chili ce qui est finalement arrivé.

Quand s'ouvrirent les portes de la cellule du fourgon pénitentiaire où j'avais voyagé, serré contre mon compagnon – les jambes entrelacées, le coude de l'un dans le cou de l'autre –, je dus abandonner mes réflexions. Ils nous firent descendre et, sans nous malmener, nous installèrent dans une grande salle aux murs dénudés et à haut plafond, qui pouvait être celle d'un hôpital ou d'une école. Ils ne firent pas de différence entre ceux qui voyageaient dans le fourgon. Certains affichaient la tranquillité de celui qui arrive dans un endroit connu, les autres regardaient tout autour en essayant d'imaginer la suite. Les prisonniers politiques et les droits communs s'observaient

3. Montoneros : organisation armée péroniste de gauche créée en 1970. Sa première action est l'enlèvement du général Pedro Eugenio Aramburu qui sera tué après un « jugement révolutionnaire ».

avec curiosité et méfiance, mais il n'était pas toujours facile de savoir qui était qui.

Certains visages ne me parurent pas très engageants, mais je croisai le regard d'un homme costaud d'à peine trente ans, d'apparence banlieusarde, avec qui j'ai tout de suite sympathisé. Quand je lui dis que c'était la première fois que j'entrais à Devoto, puisque jusqu'à présent je n'avais été que dans des commissariats ou séquestré je ne sais où, le costaud se mit à me donner des conseils. Pendant toutes mes années de prison, je n'ai jamais oublié cette recommandation : « Ici, mec, il ne faut être ni le plus malin ni le plus idiot. C'est la seule façon d'être peinard ». Ensuite eut lieu l'appel des prisonniers politiques et, lorsque moi aussi je m'écartai du groupe, le costaud n'en crut pas ses yeux. L'expression étonnée de son visage semblait dire : « Qu'est-ce que tu fais avec ces gens-là, toi qui paraissais un type normal ».

Les mains dans le dos – une habitude que, même des années après, j'aurai du mal à perdre –, on nous conduisit dans des cellules individuelles qui étaient, je l'ai su plus tard, destinées à affaiblir les nouveaux venus. Deux semaines d'isolement devaient rendre plus soumis ou, du moins, plus calmes ceux qui venaient de l'extérieur et qui, en entrant dans la prison, paraissaient presque euphoriques, comme des enfants dans le préau de l'école. Peut-être parce qu'ils avaient déjà subi la torture, parce qu'ils fantasmaient sur une sortie rapide ou, simplement, parce qu'ils étaient en vie. Nous avons évité, heureusement, le tabassage qui souvent accompagnait l'arrivée. Comme je devais l'apprendre plus tard, pour

les gardiens peu imaginatifs, quelques coups constituent le meilleur remède dans les situations les plus diverses.

Couché par terre sur un matelas, je regardais les quatre murs du cachot. Je me félicitais d'être en vie, mais je m'interrogeais aussi sur la vie en prison. Peut-être pourrais-je écrire, ce que j'avais beaucoup de mal à faire au dehors, étudier ou mettre le temps à profit d'une manière ou d'une autre. Mais ce qui commença à m'inquiéter fut de m'apercevoir que je me sentais plus tranquille en prison, attitude qui n'était pas particulièrement celle que l'on attendait d'un militant. Les jours antérieurs à l'arrestation avaient été très difficiles, avec la sensation de pouvoir être arrêté à tout moment. Dans le quartier où se déroulait notre activité politique, l'adhésion des gens diminuait de jour en jour, et lorsque nous revenions des réunions, les contrôles de police devenaient toujours plus fréquents.

Le risque constant d'être arrêté n'était pas, cependant, le pire souci des jours précédents. Le plus insupportable était d'avoir de plus en plus conscience de ne pas faire les choses correctement : la direction de la « Régionale Buenos Aires » et de la « Colonne Ouest » de la grande banlieue félicitait les milices pour leurs opérations – incendies de locaux d'entreprises étrangères ou de lieux traditionnels de l'oligarchie argentine –, mais personne ne faisait le calcul du nombre de militants syndicaux ou territoriaux de Montoneros qui abandonnaient à mesure qu'augmentait la répression.

Cette sensation d'angoisse s'accrut après avoir eu une conversation, deux semaines avant mon

arrestation, avec un camarade en compagnie duquel, l'année précédente, nous avions publié un journal syndical dans l'intention de renforcer le travail politique. La critique sous-jacente du militarisme, bien que soigneusement dissimulée, fit que seuls parurent deux numéros du journal régional de la « *Juventud Trabajadora Peronista* » (Jeunes Travailleurs Péronistes). Plus tard, affectés à des zones différentes, nous cessâmes de nous voir, jusqu'à ce jour du mois d'août 1975, où il me téléphona pour prendre un café.

« Je quitte l'organisation », me dit-il sans détour. Effaré, je lui fis observer que si ceux d'entre nous qui avaient une conception plus politique se retiraient, l'orientation erronée ne ferait que se renforcer. Il m'a alors signalé que nous autres qui avions une vision critique étions trop éloignés des postes de pouvoir, au sein d'une force qui centralisait toujours davantage ses décisions. Je dus admettre qu'il n'avait pas complètement tort, mais j'insistai sur le fait que, malgré toutes ses erreurs, Montoneros continuait d'être la seule alternative face à la droite péroniste et au parti militaire. Je ne pus convaincre mon interlocuteur, dont, par ailleurs, les relations avec ses camarades militants s'étaient passablement détériorées.

Ce soir-là, tandis que je racontais la conversation à ma femme, je lui dis que je voulais continuer à militer au sein de l'organisation : pour les idéaux qui nous avaient amenés à répondre à la convocation du Che ? Par affection pour les camarades avec lesquels nous militions ? Parce que nous pensions que la politique que nous critiquions pouvait être corrigée ? Je n'ai pas de réponse. Quoi qu'il en soit, je n'ai jamais regretté cette décision. Mais, compte tenu de la suite

des événements, je ne crois pas non plus qu'il faille condamner ceux qui, à différents moments, ont pu penser que la situation « était sans issue ».[4]

Nous lisons aujourd'hui, avec émotion, que Walter Benjamin, tandis qu'il fuyait à travers le continent occupé par les nazis, poursuivait ses travaux et ses lectures à Paris et retardait son départ pour les États-Unis – où le réclamait Theodor Adorno –, car, disait-il, « il y avait encore en Europe des positions à défendre ». Il serait stupide de qualifier de suicidaire cette attitude de résistance intellectuelle, et, bien qu'aujourd'hui la démarche d'Adorno nous paraisse plus que raisonnable puisque, finalement, Benjamin, confronté à l'impossibilité de quitter le pays et à la certitude de tomber aux mains des nazis, finira par se suicider, il n'en est pas moins vrai que, face à la destruction de tant de valeurs essentielles en Europe, les motifs pour rester ne manquaient pas. Et rien n'est plus personnel, dans ces cas-là, que la décision de continuer à courir des risques ou de partir en exil.

Il est vrai qu'à partir de cette rencontre, tout est devenu plus difficile. Il fallait faire preuve d'une certaine omnipotence pour croire que l'on pouvait continuer à militer dans cet état d'esprit, mais pour moi, à ce moment-là, abandonner l'organisation était exclu. Je ne ressentais pas pour Montoneros cette identification particulière que l'on remarquait chez

4. Je n'ai jamais partagé l'idée de l'organisation qui, souvent, niait la possibilité que les camarades en désaccord se désistent, mais – noblesse oblige –, dans le climat militant des ces années-là, j'avais une vision quelque peu différente de celle que j'exprime ici. Je lis dans une lettre envoyée depuis la prison en 1975 : « Au-delà des erreurs et des différences, personne n'a le droit d'abandonner la lutte où se joue aujourd'hui l'avenir de la révolution ». Voir Annexe, lettre du 1er décembre 1975.

les membres fondateurs, et ne partageait pas l'idéalisation à leur égard des jeunes camarades qui n'avaient jamais milité auparavant. Notre groupe avait fusionné après être arrivé à la conclusion que l'on ne pouvait construire une force comptant avec un véritable appui populaire qu'à partir du péronisme révolutionnaire et que Montoneros avait réussi une insertion sociale qui rendait impensable son remplacement par une autre organisation.

Par conséquent, quitter « l'orga » signifiait renoncer au militantisme et, concrètement, à l'idée même de révolution qui – bien que difficile à comprendre aujourd'hui – était devenue le pivot de nos vies au cours des dix années précédentes. Je me voyais à l'étranger, impatient, à l'affût des nouvelles qui parleraient des camarades abattus, et je n'avais aucun mal à imaginer combien je me serais senti mal à l'aise et angoissé dans cette situation. Au milieu de ces souvenirs obsessionnels de la première nuit en prison, je m'endormis enfin. Ce qui n'était pas mal non plus : dans la philosophie des prisonniers de droits communs, je l'apprendrais plus tard, le sommeil est aussi une manière de triompher de la prison (ou, plutôt, de lui échapper).

En me réveillant pour la première fois dans cet endroit, tout paraissait différent. Car c'est ainsi que l'on voit les choses au réveil et, de plus, ma vie de prisonnier venait de commencer. Une étape qui suscitait trop de questions. Comment tout cela allait-il se dérouler ? Il faudra, me suis-je dit, maîtriser l'angoisse à tout prix. J'ai toujours été très anxieux, mais en même temps, j'ai une certaine capacité à résister aux épreuves. Un jour, un camarade m'a demandé

comment quelqu'un qui parlait toujours de « guerre prolongée » pouvait être aussi anxieux. La question m'a semblé intéressante, mais j'ai préféré penser qu'il s'agissait de deux sujets très différents.

La guerre prolongée est un discours, un concept utile pour imaginer l'avenir d'un pays, pour asseoir un certain type de construction politique. Déjà fort éloignés de la conception maoïste basée sur la lutte rurale, nous utilisions le terme « prolongée » pour indiquer que seul un long processus d'accumulation de forces pouvait mener à la victoire face à un ennemi aussi puissant. Il est faux, comme l'on dit fréquemment, que nous étions tous convaincus que la révolution était à portée de main. Simplement, à l'époque, nous pensions que c'était possible.

Plutôt qu'aux postulats politiques, l'angoisse était liée à un problème personnel non résolu : la contradiction entre le militantisme qui réclamait un dévouement absolu et tant d'autres choses qui me plaisaient, comme poursuivre des études, et aussi – j'ai été étonné de penser à cela – le rapport aux femmes. Dans ce besoin compulsif de militer, la place qu'occupaient les femmes n'était pas claire. La clandestinité imposait des restrictions très sévères, par ailleurs il faut être un beau salaud pour entamer une liaison alors que, à la maison, ta femme t'attend, qui, au moindre retard, pensera que tu as été arrêté. Cependant, aujourd'hui je m'aperçois que, amoureux d'une femme avec laquelle je partageais tout ce qui me paraissait important dans la vie, je me leurrais en pensant que c'était l'austère vie militante qui me privait d'un monde infini d'aventures amoureuses. Les raisons de critiquer l'organisation étaient suffisantes

pour ne pas lui faire endosser de surcroît la responsabilité de ma monogamie.

Quelques jours plus tard, on me conduisit dans un pavillon où les prisonniers, à quatre par cellule, étaient dans la cour presque toute la journée. Je rencontrai quelques personnes connues et surtout de nombreux camarades. Des gens qui m'embrassaient affectueusement, m'invitaient à partager un maté et demandaient anxieusement ce qui se passait dehors, même si, la plupart du temps, ils n'attendaient pas la réponse : les choses ne pouvaient que bien se passer. Certains prenaient du maté et parlaient avec insouciance de football, de cinéma et aussi de politique ; d'autres étudiaient ; d'autres encore paraissaient participer à une réunion de cellule ; les groupes politiques continuaient de fonctionner en prison. Déjà un an auparavant, le général Alcides López Aufranc, dans un article de *La Nación*, avait appelé à ne pas répéter avec les détenus l'expérience permissive du gouvernement militaire précédent. Un texte qui – bien que passé inaperçu à l'époque – laissait présager du sort des disparus.

Le lendemain de mon transfert, je me réunis avec les responsables de Montoneros dans le pavillon. Je soulignai la faiblesse du gouvernement d'Isabel Perón et les résistances à sa politique économique, je signalai le développement des coordinations syndicales et la hausse importante des adhésions au Partido Auténtico[5], dernières initiatives politiques soutenues par Montoneros qui avaient reçu, dans le Gran

5. Partido Auténtico : Parti politique argentin fondé en mars 1974 par certains Péronistes opposés à la droitisation du Parti justicialiste, en particulier sous l'influence de José Lopez Rega (extrême droite). Il fut dissous en 1977.

Buenos Aires, une large approbation. Cependant, je fis allusion aux difficultés que les tâches politiques risquaient de rencontrer en raison de la militarisation croissante de la conjoncture.

Je m'efforçai d'arborer un certain enthousiasme, bien que le ton d'objectivité journalistique que j'avais adopté éveillât plus d'un soupçon. « Ta vision de la situation des camarades à l'extérieur ne semble pas très optimiste », me dit d'un ton de reproche l'un des dirigeants, plus soucieux de « maintenir la confiance des camarades en l'organisation » que d'aider à comprendre ce qui se passait. Bien qu'il fût, comme je le découvris plus tard, trop intelligent pour croire à tout ce qu'il disait.

Deux semaines plus tard, on me transféra dans un pavillon ouvert, où quelque quatre-vingt personnes dormaient dans un espace commun. Il y avait la télévision et la radio, on y faisait la cuisine pour tous, il y avait des séances de gymnastique et des clubs artistiques, mais surtout des cours en tout genre, assidûment suivis. Les plus jeunes détenus assistaient, admiratifs, aux rencontres autour d'un maté où un Tupamaro racontait les origines de son organisation et un autre prisonnier relatait des histoires vécues ou rapportées sur le Cordobazo[6] ou l'occupation militaire de Garín[7]. Je reconnus ce monde carcéral, militant et solidaire, que décrivaient tant de romans sur la lutte révolutionnaire.

Dans ce contexte d'euphorie généralisée, qui ressemblait davantage à un campus universitaire

6. Cordobazo : insurrection populaire de la ville de Cordoba le 29 mai 1969.
7. Garin : petite ville du Gran Buenos Aires, occupée quelques heures par les FAR (Forces Armées Révolutionnaires) en 1970.

qu'à une prison, un des plus jeunes militants de la Juventud Peronista me confia un jour sa tristesse car, d'un moment à l'autre, il allait être libéré. Surpris, j'avançai quelques lieux communs sur l'importance de sa libération, tant d'un point de vue personnel que politique. « J'aimerais rester encore six mois, dit-il, c'est une bonne expérience. »

Presque tous les privilèges dont nous jouissions furent abolis quelques jours après, en novembre 1975, lorsque le gouvernement d'Isabel Perón confia aux autorités militaires le contrôle des prisons. Sensible à la pression des forces armées, la justice limita également les mises en liberté à un strict minimum et accepta l'établissement d'un « régime de haute sécurité » qui privait les prisonniers de presque tous leurs droits. Le camarade de la Juventud Peronista put continuer à profiter de sa bonne expérience et demeura en prison six ans de plus, jusqu'en 1981. Quand je le revis, longtemps après, je me gardai bien de lui rappeler ce dialogue. Ingénuité, sous-estimation du danger qui s'annonçait ? L'anecdote est représentative du climat qui régnait parmi les détenus politiques à la veille de la dictature.